

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 30/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFOREC

ZAC des Volons
Rue André Richard
42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : 20231030_UID4243_EAR_23_356_RAP
Code AIOT : 0003202072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement SOFOREC implanté ZAC des Volons II 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un contrôle programmé a été réalisé sur le site SOFOREC le 24 octobre 2023. Devant l'afflux de signalements de bruits entre le 25 et le 27 octobre 2023 il a été décidé de réaliser le 27 octobre 2023 matin un contrôle inopiné autour du site et sur site pour constater les conditions normales d'exploitation de SOFOREC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOREC
- ZAC des Volons II 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0003202072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SOFOREC une plateforme de tri, transit et traitement de déchets. La société SOFOREC est spécialisée dans la revalorisation des déchets de ferrailles et métaux. Les activités exercées sont les suivantes :

- récupération et réception de déchets métalliques,
- tri,
- traitement des déchets (découpage par cisaille hydraulique de certaines catégories de déchets),
- vente de déchets triés.

Au jour de la visite ont été constatées plusieurs zones d'exploitation extérieures et en particulier : des boxes murés sur 3 côtés pour la réception de déchets et le stockage de métaux alimentés pour certains par dépose du contenu de bennes de transport ; une zone de tri de déchets de métaux sur laquelle peuvent opérer 4 grues à grappin : lors de la visite 3 grues étaient en activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- nuisances sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est apparu bien organisé et particulièrement propre ; le constat des niveaux sonores conduit à identifier, sans les quantifier, 3 niveaux d'émissions différents : un bruit de fond (parfois couvert par le bruit du trafic autoroutier sur certaines parties du lotissement voisin) - un bruit plus ponctuel et plus marqué pouvant correspondre à une chute de déchets de métaux de faible hauteur - un bruit durant quelques minutes, à tonalité plus marquée pouvant correspondre au dépôt au sol des déchets de métaux transportés en benne routière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 2.3.2	/	Sans objet
2	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 2.3.2	/	Sans objet
3	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 3.1.5	/	Sans objet
4	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 5.1.2	/	Sans objet
5	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 5.1.8.1	/	Sans objet
7	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.3	/	Sans objet
8	Plainte sur nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les émissions sonores à tonalité marquée ne doivent pas excéder 30 % du temps de fonctionnement du site. Il appartient à l'exploitant de démontrer qu'il respecte cette disposition, ou de mettre en oeuvre les actions et procédures permettant de la respecter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plainte sur nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Horaires de fonctionnement
Prescription contrôlée : Les installations fonctionneront 5 jours sur 7. L'activité aura lieu du lundi au jeudi de 7h30-12h et de 13h30-17h30, et le vendredi de 7h30 à 12h. Le site est fermé les week-end et jours fériés.
Constats : L'exploitant a indiqué respecter ces horaires. Un riverain rencontré devant son domicile pense qu'il est arrivé une fois que de l'activité a été démarrée "tôt" estimant qu'il était 7h sans pouvoir le garantir. Le vendredi l'activité termine à 12h ce qui libère le voisinage des nuisances sonores ressenties pour l'après-midi, mais l'activité du vendredi matin en est de fait plus soutenue en termes d'arrivée de bennes pleines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plainte sur nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Clôtures
Prescription contrôlée : L'accès à l'installation est limité et contrôlé. L'installation est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2mètres. Les accès au site sont fermés en dehors des heures de travail.
Constats : Le site est clos de mur et les murs côté riverains ont été rehaussés de blocs amovibles pour limiter l'impact sonore. Les grappins peuvent s'élever à une hauteur supérieure, en fonction de la hauteur des tas de déchets de métaux sur lesquels ils travaillent, mais il n'a pas été constaté de lâcher de prises à hauteur supérieure au mur d'enceinte. Le portail d'accès au site est ouvert pendant les périodes d'activité, fermé en dehors des horaires normaux de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plainte sur nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
Prescription contrôlée :

<p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en oeuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'a pas été visité, l'inspection s'est contentée d'une vue d'ensemble des installations pour avoir une idée des volumes sonores supportés sur site et autour du site. Il a cependant été constaté que le site est particulièrement propre, des loges murées sont présentes pour accueillir les différentes qualités de déchets de métaux. Il n'a pas été constaté de présence de produits pulvérulents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Plainte sur nuisances sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un camion entrant a été accueilli par un employé et orienté vers la loge dans laquelle le contenu de sa benne a été réceptionné. La séparation physique des zones d'accueil et de stockage par îlots au sol et loges de réception est assurée par des murs de 2 m de hauteur au moins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Plainte sur nuisances sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 5.1.8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p>
<p>Constats :</p> <p>En dehors du registre déchets réglementaire, qui n'a pas été contrôlé, l'inspection a vérifié le registre des entrants sur les journées du 24/10/23 (jour de l'inspection programmée du site) et du</p>

<p>26/10/23 (veille de l'inspection inopinée objet du présent rapport).</p> <p>Le 24/10/23, 24 entrées dont une extérieure à SOFOREC ont été comptabilisées pour un total de 196 t</p> <p>Le 26/10/23, 12 entrées SOFOREC ont été comptabilisées pour un total de 83,44 t</p> <p>Le site emploie 16 personnes dont 6 chauffeurs. La zone de récupération est de 100 km autour du site, avec une majorité de trajets à moins de 50 km. Le nombre de rotations et les tonnages réceptionnés en une journée dépendent de la distance à parcourir par les camions-bennes de SOFOREC d'où une variation importante d'un jour sur l'autre.</p> <p>En tout état de cause, le trafic reste inférieur à celui estimé au dépôt du dossier (50) et à celui annoncé en CODERST (35).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plainte sur nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Tonalité marquée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement</p>
<p>Constats :</p> <p>Les émissions sonores à tonalité marquée constatées lors du contrôle concernent exclusivement la vidange des bennes dans les loges d'accueil des déchets de métaux. Si l'on considère que sur une journée 25 bennes pleines sont réceptionnées, et que la vidange d'une benne dure 8 minutes, ce qui n'est qu'une estimation, les bruits à tonalité marquée représenteraient 200 minutes soit 3h20 minutes. Cette estimation représente exactement 30 % du temps de travail.</p> <p>L'exploitant doit donc justifier que ce taux de 30 % de bruit à tonalité marquée n'est jamais dépassé</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit sous un mois justifier des durées de vidange des bennes de métaux, et du respect du taux de 30 %</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plainte sur nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déplacement de matières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déplacements de matières sont réduits autant que possible. À cet effet, l'exploitant rédige une procédure explicitant les modalités permettant d'optimiser les déplacements de matière et prévoit sa mise à jour en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les manipulations de déchets de métaux par les grues sont effectuées avec un minimum de nuisances sonores. L'exploitant a indiqué avoir formé et sensibilisé les grutiers (formation interne) pour</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils procèdent à l'accompagnement des métaux jusqu'au tas de destination et qu'ils ne pro-

<p>cèdent pas à des lâchers en hauteur - qu'ils réalisent la relève des îlots de déchets de métaux en minimisant l'impact sonore et les frottements</p> <p>De fait, et aussi parce que la zone de manipulation est cernée de murs, les activités des grues n'ont pas donné lieu à constat de volumes sonores notables, sur site ou à l'extérieur du site.</p> <p>Un chauffeur a également procédé à la dépose de la benne de son camion alors que l'inspection se déroulait à sa proximité. Il n'a pas été constaté de bruit ni de choc à la dépose.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plainte sur nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ecrans acoustiques
<p>Prescription contrôlée : En tant que de besoin, notamment au regard des résultats de l'étude de modélisation des niveaux sonores, l'exploitant met en place des écrans acoustiques (type murs anti-bruit). L'emplacement et les caractéristiques (longueur et hauteur) de ces écrans sont justifiés par des calculs acoustiques.</p>
<p>Constats : En anticipation des résultats de l'étude en cours par OUEST ACOUSTIQUE, l'exploitant a procédé à une surélévation des murs d'enceinte côté lotissement et aire des gens du voyage, par installation de deux rangées de blocs amovibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet